

---

## Réseau de la formation professionnelle

A1920-VPP-004

### Fiche FP – Le baccalauréat en enseignement professionnel et l'autorisation d'enseigner

Cette fiche est une version provisoire qui nécessitera assurément des précisions. Nous sommes toujours en validation auprès du ministère de l'Éducation de certains éléments du nouveau Règlement sur les autorisations d'enseigner. Nous n'avons malheureusement pas toutes les réponses à nos questions à ce jour. Pour toute interrogation sur un cas précis qui n'est pas répondue par la fiche, consultez votre syndicat local.

Sébastien Bouchard  
Michaël Badeau  
18 et 19 novembre 2019

Enseigner en formation professionnelle (FP), c'est savoir combiner la maîtrise d'un métier et des compétences en enseignement. C'est aussi relever le défi de commencer une nouvelle carrière tout en poursuivant des études universitaires. Afin de répondre aux questions que soulève cette situation parfois difficile, nous vous présenterons dans cette fiche les principales interrogations sur le baccalauréat (bac) en enseignement professionnel et le Règlement sur l'autorisation d'enseigner.

## D'où vient le bac?

C'est à la suite de l'établissement du bac de 120 crédits au secteur des jeunes que le nouveau bac en enseignement professionnel a été créé. Le ministère de l'Éducation souhaitait alors offrir une formation équivalente pour l'ensemble des enseignantes et enseignants des commissions scolaires, dans une optique de professionnalisation de l'enseignement.

Le bac vise à développer les compétences propres à la profession enseignante. Il comprend :

- une initiation à l'enseignement;
- une formation pédagogique;
- une formation pratique par des stages d'enseignement en milieu scolaire;
- des activités de perfectionnement relatives au métier ou à l'enseignement.

Le **Règlement sur les autorisations d'enseigner** (RAE) encadre l'accès à la profession enseignante. Tout au long de ce document, nous ferons référence aux articles du règlement sous cette forme : (RAE, art. X). Le règlement est disponible en ligne à cette adresse :

[legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showDoc/cr/l-13.3,%20r.%202.01?&digest=](http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showDoc/cr/l-13.3,%20r.%202.01?&digest=)

## Pourquoi s'inscrire au bac?

La poursuite du bac de 120 crédits est nécessaire pour les personnes qui veulent obtenir une **autorisation d'enseigner**. Il existe quelques exceptions qui sont présentées à la section Permis d'enseigner et stage probatoire.

Une autorisation d'enseigner peut être provisoire (autorisation provisoire, permis probatoire) ou permanente (brevet). Ces autorisations, provisoires ou permanentes, permettent la reconnaissance d'une **qualification légale**.

Du point de vue de la pédagogie, parmi les aspects les plus appréciés du bac par les enseignantes et enseignants, notons qu'il permet d'améliorer :

- la connaissance des différents processus d'apprentissage;
- la préparation de cours;
- l'organisation de l'enseignement;
- l'évaluation des apprentissages.

L'obtention d'une autorisation d'enseigner, donc d'une qualification légale, a un effet important sur les conditions de travail. Elle est **nécessaire pour avoir droit à un contrat** (Loi sur l'instruction publique, art. 23 et 25; annexe 45 de l'Entente nationale<sup>1</sup>). **L'accès au contrat augmente significativement le salaire et les autres conditions de travail** (assurance, fonds de pension, etc.). Ainsi, depuis la victoire syndicale obtenue dans le cadre de l'équité salariale, les enseignantes et enseignants en FP qui ont une qualification légale sont payés selon l'échelle unique de l'Entente nationale (clauses 6-5.03 et 13-8.05). Cette échelle garantit un salaire supérieur à celui des anciennes échelles salariales de 14, 15, 16 et 17 ans de scolarité. Pour connaître l'échelon salarial auquel vous serez rémunéré, il faut tenir compte de votre expérience pertinente du métier, de votre expérience d'enseignement et de votre scolarité. Vous pouvez communiquer avec votre syndicat local à ce sujet. L'autorisation d'enseigner est aussi une condition d'accès et de maintien de la **permanence**.

Il est possible d'enseigner sans qualification légale, en étant sans contrat et rémunéré à **taux horaire** (voir annexe 45 de l'Entente nationale). Cette situation entraîne une baisse des conditions de travail, maintient dans la précarité et peut fragiliser les équipes de travail.

Autorisation d'enseigner	Légalement qualifié ou non	Est-ce une des conditions pour l'accès		
		au contrat?	à la permanence?	à la liste de rappel?
<b>Aucune</b>	Non légalement qualifié	Non	Non	Voir entente locale
Aucune	<b>Tolérance</b> d'engagement : non légalement qualifié	Oui	Non	Voir entente locale
Autorisation non permanente d'enseigner : <b>autorisation provisoire</b> ou <b>permis probatoire</b>	Légalement qualifié	Oui	Oui	Oui
Autorisation permanente d'enseigner : <b>brevet</b>	Légalement qualifié	Oui	Oui	Oui

<sup>1</sup> Il existe une exception décrite plus loin à la section La tolérance d'engagement.

## Choisir son université

Le choix d'une université peut avoir un effet important sur la qualité de la formation reçue et la quantité de travail à effectuer. Voici quelques considérations dont il faudrait tenir compte avant de prendre une décision :

- La formation est-elle adaptée à la réalité de l'enseignement en FP?
- Est-il plutôt facile ou difficile de faire reconnaître ses acquis scolaires, son expérience du métier et son expérience d'enseignement?
- Quelles sont les modalités offertes pour faciliter la conciliation enseignement-études (programme intensif de fin de semaine, formation à distance, déplacement des professeurs en région)?

En communiquant avec les facultés des sciences de l'éducation des universités, vous pourrez avoir réponse à vos questions.

**Le choix d'une université est une décision individuelle.** Malgré le fait que certains centres ont conclu des ententes avec des universités, ce choix revient à l'enseignante ou à l'enseignant et ne peut lui être imposé.

## Les voies menant à la profession

Il existe plusieurs voies menant à la profession enseignante. Vous pouvez vous adresser à votre syndicat local pour qu'il vous accompagne dans vos démarches.

Pour la majorité des enseignantes et enseignants en FP, la procédure consiste en l'obtention tout d'abord d'une **autorisation provisoire**, puis d'un **brevet**. Dans certaines situations, il faudra passer par un **permis**. Les conditions à respecter pour obtenir et renouveler ces autorisations d'enseigner sont présentées dans cette fiche.

## Quelles sont les conditions à respecter pour avoir droit à une autorisation provisoire?

Une première autorisation provisoire peut être décernée à une personne qui répond à certaines conditions (RAE, art. 43 2°). Celle-ci peut être renouvelée à trois reprises (RAE, art. 45) lorsque son titulaire accumule le nombre de crédits nécessaire (voir le tableau à la section Comment renouveler son autorisation provisoire?). À la fin de ce processus, l'individu pourra obtenir la seconde autorisation provisoire pour les personnes ayant accumulé 90 unités du bac en enseignement professionnel et répondant aux autres conditions exigées (RAE, art. 43 1°).

Sauf exception, la première autorisation d'enseigner est l'autorisation provisoire. Cette autorisation est nationale, donc reconnue par toutes les commissions scolaires. Plusieurs conditions doivent être respectées pour y avoir droit (RAE, art. 43 2°) :

- posséder une formation en lien direct avec le programme à enseigner (DEP, DEC technique ou autre)<sup>2</sup>;
- se voir confier, par l'employeur, dans les douze mois, une **tâche en enseignement** exigeant une autorisation d'enseigner de **216 heures ou plus** et qui est en lien direct avec le programme à enseigner;
- avoir accumulé au moins **3 000 heures d'expérience** dans la pratique ou l'enseignement du métier en lien direct avec le programme à enseigner;
- réussir une formation en initiation à l'enseignement en FP, d'un minimum de **trois crédits** universitaires.

Notons que les directions plus soucieuses de consolider leur équipe enseignante en FP feront des demandes de **tolérance d'engagement, valide pour deux années scolaires**, pour permettre à celles et ceux qui commencent leur bac d'obtenir un contrat avant d'avoir réussi leurs trois premiers crédits universitaires. Si ce n'est pas le cas, une démarche syndicale auprès de la direction pourrait aider les nouveaux enseignants et enseignantes.

## **Quelles sont les démarches à effectuer pour obtenir une autorisation provisoire?**

Une fois que l'on a établi que les conditions sont respectées, il faut remplir le formulaire disponible à partir du site du ministère de l'Éducation. Depuis l'application du nouveau règlement, le Ministère ne semble pas avoir mis à jour ses formulaires. La FSE-CSQ fait présentement des démarches pour faire clarifier cette situation.

En plus des pièces justificatives exigées (dossier d'études, relevé de notes, antécédents judiciaires, etc.), une section doit être remplie par l'employeur afin de préciser la tâche en enseignement quant à la formation prévue dans les douze mois. Le tout doit être envoyé au ministère de l'Éducation (si la direction ne le fait pas elle-même). **Faites une copie de tous les documents que vous déposez.**

Si la commission scolaire, la direction de centre ou le ministère de l'Éducation empêche l'obtention d'une autorisation provisoire malgré le respect des conditions mentionnées précédemment, communiquez avec votre syndicat local pour établir les démarches à effectuer.

## **Comment renouveler son autorisation provisoire?**

Pour obtenir un renouvellement de son autorisation provisoire, il est nécessaire d'accumuler les unités d'un programme reconnu de formation à l'enseignement professionnel de 1<sup>er</sup> cycle en respectant les étapes prévues au règlement (RAE, art. 45). Il est de la responsabilité de l'enseignante ou de l'enseignant d'effectuer la démarche auprès du ministère de l'Éducation. Le tableau ci-après présente ces

---

<sup>2</sup> Le ministère de l'Éducation a produit un guide qui présente, pour chaque DEP et ASP, les formations reconnues comme ayant un lien direct avec le programme à enseigner : [education.gouv.qc.ca/fileadmin/site\\_web/documents/dpse/Outil-soutien-inscription-fp.pdf](http://education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/dpse/Outil-soutien-inscription-fp.pdf).

différentes étapes. **Il est important de s'assurer de respecter les délais pour maintenir sa qualification.**

Ces différentes étapes constituent le premier bloc de 90 unités du bac. Elles mènent à **l'obtention de la seconde autorisation provisoire, qui est exclusive au détenteur de ces 90 unités répondant aux conditions exigées (RAE, art. 43 1°), dont la réussite du test de français (TECFEE).** Les universités offrent habituellement des sessions de préparation au test de français, ce qui peut être facilitant.

Étapes de la première autorisation provisoire (RAE, art. 43 2° et 45)	Unités obligatoires à cumuler durant cette étape	Cumul des unités à la fin de l'étape pour passer à l'étape suivante	Précisions
Avant l'autorisation	3 unités	3 unités	
Autorisation valable pour <b>au plus 4 ans</b> expirant à la fin de la 3 <sup>e</sup> année scolaire suivant celle où elle a été délivrée	12 unités	15 unités	Les 12 unités sont <b>autres</b> que celles allouées en reconnaissance des 3 000 heures d'expérience
1 <sup>er</sup> renouvellement pour une période de <b>3 ans</b>	24 unités	39 unités	Les 24 unités contiennent au plus <b>9</b> unités en reconnaissance d'acquis du métier dans le secteur d'activités pertinent
2 <sup>e</sup> renouvellement pour une période de <b>2 ans</b>	24 unités	63 unités	Les 24 unités contiennent au plus <b>9</b> nouvelles unités en reconnaissance d'acquis du métier dans le secteur d'activités pertinent (donc <b>maximum de 18</b> )
3 <sup>e</sup> renouvellement pour une période de <b>2 ans</b>	27 unités	90 unités	Pour obtenir la seconde autorisation provisoire, lire la section suivante

## La seconde autorisation provisoire octroyée après 90 unités

Cette seconde autorisation provisoire, valide pour au plus 6 ans expirant à la fin de la 5<sup>e</sup> année scolaire, est délivrée à la personne qui a cumulé 90 unités du bac, dont 60 unités de formation en éducation incluant l'ensemble des stages pratiques prévus au programme. On peut donc ajouter à ces 60 unités, 30 autres unités obtenues par reconnaissance d'acquis due à la pratique du métier dans le secteur d'activités pertinent.

La deuxième autorisation provisoire peut être renouvelée pour des périodes de 5 années si son titulaire a accumulé au moins 15 unités supplémentaires parmi celles qu'il lui manque pour obtenir son diplôme (RAE, art. 44). Il est aussi possible d'avoir un renouvellement de 5 années après avoir cumulé 12 unités si on fait la démonstration :

- qu'on a accumulé 250 heures d'enseignement en FP, en lien direct avec la formation qui a permis l'obtention de l'autorisation provisoire d'enseigner,  
ou
- qu'on a accumulé 500 heures d'expérience pertinente en milieu de travail.

On peut ainsi allonger la deuxième autorisation provisoire pour un maximum de 15 ans.

## **Le permis probatoire d'enseigner et le stage probatoire**

Le permis probatoire d'enseigner est une autorisation d'enseigner non permanente, valide pour une période de 5 ans (RAE, art. 14 et 18). En FP, seuls les titulaires d'une autorisation d'enseigner délivrée à l'extérieur du Canada, de même que celle délivrée dans une autre province ou un autre territoire canadien, peuvent se voir décerner un tel permis. Ils doivent cependant remplir certaines conditions présentées dans le Règlement avant de se voir attribuer un brevet d'enseignement (RAE, art. 16 et 17). Parmi ces modalités, la réussite d'un stage probatoire peut être exigée.

Des précisions sur la durée, l'encadrement, l'évaluation et les reprises associés à cette procédure sont décrites au sein du Règlement (RAE, art. 27 à 36).

## **La reconnaissance des acquis**

Il est possible de se faire reconnaître des unités du bac en fonction de ses diplômes pertinents, de son expérience du métier, de son expérience d'enseignement et du perfectionnement effectué dans sa spécialité. Cette reconnaissance des acquis est variable selon les universités et peut faire diminuer significativement la durée du bac. Renseignez-vous auprès de votre université pour connaître les conditions de reconnaissance.

## **La reconnaissance d'équivalence**

Dans certaines situations, le ministre peut reconnaître l'équivalence totale ou partielle d'un diplôme, ou des compétences d'un individu s'il ne possède pas le diplôme requis, en vertu du présent Règlement (RAE, art. 23 à 26).

## **Le brevet d'enseignement**

Le brevet d'enseignement est la seule autorisation d'enseigner permanente. Il est délivré à une personne qui a cumulé 120 unités du bac ou obtenu son permis probatoire d'enseigner et qui a réussi les conditions de délivrance du brevet (RAE, art. 3, 7, 16 et 17). De plus, les titulaires d'un permis d'enseigner délivré en vertu des mesures transitoires du Règlement antérieur peuvent toujours se prévaloir du brevet lorsque les critères d'obtention sont respectés (RAE, art. 62).

## **La tolérance d'engagement**

La tolérance d'engagement est une exception au Règlement. De plus, depuis le 19 novembre 2018, elle est délivrée temporairement par le ministère de l'Éducation, pour deux années scolaires, sur demande d'une commission scolaire. La commission scolaire doit faire la démonstration qu'aucune personne enseignante légalement qualifiée (possédant une autorisation d'enseigner) ne peut pourvoir le poste en question. Les conditions et la durée d'octroi de la tolérance d'engagement peuvent être modifiées à tout moment par le ministre.

## **La maîtrise de la langue d'enseignement**

Il est nécessaire de réussir l'examen reconnu par le ministère de l'Éducation dans la langue dans laquelle on enseigne pour obtenir un brevet ou la seconde autorisation provisoire d'enseigner, qui est exclusivement octroyée aux personnes ayant accumulé 90 unités du bac. Il est donc primordial de s'assurer de réussir l'examen avant l'échéance de son autorisation provisoire (préalable à la seconde) ou de son permis, pour éviter de perdre sa qualification légale et son droit à un contrat. Il est à noter que les personnes détentrices d'une autorisation d'enseigner délivrée dans une autre province ou un autre territoire canadien peuvent être exemptées de cette obligation.

En attendant l'échéance, il est possible de maintenir son autorisation d'enseigner sans réussir le test. Les universités offrent habituellement un soutien spécifique pour le test de français.

Il est aussi possible que la commission scolaire impose un autre examen en langue d'enseignement avant de procéder à l'engagement d'une personne. Vous pouvez consulter votre syndicat local à ce sujet.

## **Le bac, une montagne insurmontable?**

La mise en place du nouveau bac de 120 crédits implique une grande charge de travail pour un grand nombre d'enseignantes et d'enseignants en FP. Il faut par contre relativiser l'ampleur de ce travail.

- La tolérance d'engagement est maintenant de deux ans, ce qui donne plus de temps pour obtenir ses premières unités universitaires.
- Les enseignantes et enseignants en FP peuvent faire leurs stages à même leur tâche d'enseignement rémunérée. Vérifiez auprès de votre syndicat local dans quelle mesure vos travaux universitaires peuvent être reconnus dans votre tâche.
- Selon les universités, il est possible de se faire reconnaître des unités du bac en fonction de ses diplômes pertinents, de son expérience du métier et de son expérience d'enseignement.
- Il est possible d'étendre sur une période de 11 ans l'accumulation des 90 premiers crédits.



- Par la suite, la seconde autorisation provisoire, octroyée aux gens ayant accumulé 90 unités du programme de formation à l'enseignement en FP, peut être renouvelée tous les 5 ans, (voir la section La seconde autorisation provisoire octroyée après 90 unités). Selon le type de renouvellement que l'on demande, il est possible d'allonger l'autorisation pendant 10 ou 15 ans.
- Le test de français a des exigences ajustées pour la FP.
- Vérifiez auprès de votre commission scolaire si elle assume vos frais de scolarité.

Ceci étant dit, la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) travaille auprès du ministère de l'Éducation et des universités pour offrir des conditions facilitantes qui permettraient de limiter les difficultés que représente le fait d'étudier et de travailler en même temps. Des revendications de négociation ont aussi été formulées en ce sens.

Cette fiche a été révisée en novembre 2019. Le Règlement sur les autorisations d'enseigner a été complètement réécrit à l'été 2019, et le ministère de l'Éducation n'a pas encore toutes les réponses sur l'application du nouveau règlement. Il est toujours possible pour le gouvernement de modifier les lois, les règlements et les règles budgétaires. Vérifiez sur le site de la FSE-CSQ si cette fiche a été mise à jour : [fse.lacsq.org/fp/](http://fse.lacsq.org/fp/).

Rédaction : Sébastien Bouchard, Joëlle Rivet-Sabourin et Michaël Badeau  
D12927-10